

## Brésil: précisions sur la persécution de la Fédération Anarchiste Gaucha

12-11-2009

Brésil, Porto Alegre, RS, d&rsquo;autres précisions sur la répression contre la FAG - Protester n&rsquo;est pas un crime - pas un pas en arrière ! Dans l&rsquo;après-midi du 29 Octobre 2009, la police de Rio Grande do Sul a obtenu deux mandats de recherche et la saisie de documents dans les locaux publics de la FAG (Federacao Anarquista Gaucha) à Porto Alegre, ainsi que l&rsquo;adresse officielle du site vermelhoenegro.org dans la ville de Gravataí.

Ces mandats leur ont permis de saisir des documents imprimés de propagande, le disque dur d&rsquo;un ordinateur et d&rsquo;autres objets relatifs à l&rsquo;affaire. Selon des voisins, témoins de la scène, les agents de l&rsquo;État ont d&rsquo;abord tenté de défoncer la porte du local, qui était fermé à ce moment là. Une fois entré, le mandat a été lu et ils ont procédé à la fouille du local à la recherche d&rsquo;affiches, de bulletins et autres documents. De plus, ils ont débranché le téléphone disant que nous n&rsquo;étions pas autorisé à l&rsquo;utiliser pendant la fouille. Cependant, outre les pièces mentionnées dans le mandat, la matière qui détient le gouverneur d&rsquo;État chargé, avec le Brigada Militar (police militaire de l&rsquo;Etat), d&rsquo;autres documents imprimés exprimant nos opinions politiques ont été saisis, comme un dossier de lettres demandant la démission du gouverneur et dénonçant le rôle de la Banque mondiale dans ses plans politiques. Ces documents font partie d&rsquo;une campagne publique lancée par la FAG relatant l&rsquo;union et la mobilisation populaire qu&rsquo;il y a eu dans cet état pendant au moins un an. Selon la police civile, cette affaire est le résultat d&rsquo;une action en justice menée par le gouverneur Yeda Crusius (PSDB) contre la FAG pour infraction, calomnie et la diffamation pour l&rsquo;utilisation du mot « meurtrier », publiée dans les brochures, les affiches et sur le site Web. Toutefois, ont aussi été saisis des documents non reliés à cette affaire, avec une collection de sauvegarde, les disques d&rsquo;archives et nos disques dur d&rsquo;ordinateur. Les policiers nous ont demandé s&rsquo;il y avait des armes ou de drogues sur les lieux, dans un effort évident de nous infliger une infraction pénale, ils voulaient savoir qui prends les décisions, qui est responsable, comment la FAG travaille, et si elle a été légalement enregistrée comme une association légale. Ils ont aussi eu un deuxième mandat, grâce auquel ils ont exigé de connaître l&rsquo;adresse ou le propriétaire inscrit du site Internet, une menace claire à notre liberté d&rsquo;expression, et une tentative de criminaliser la personne techniquement responsable, qui n&rsquo;a pas été identifié. Le titulaire de l&rsquo;enregistrement de l&rsquo;URL du portail a été porté au 17ème Département de police et arrêté, et dans Gravataí (dans la région métropolitaine de Porto Alegre), le disque dur de son ordinateur a été saisi avec un palmier-top pour un usage personnel et certains fichiers de l&rsquo;ancienne FAG. Du matériel qui avaient été stockées à cet endroit depuis de nombreuses années, comme des affiches, des magazines et divers bulletins d&rsquo;information. Finalement, la répression politique menée par le gouverneur s&rsquo;est terminé avec quatre personnes arrêtées et détenues pour interrogatoire. Leurs audiences auront lieu à la 17e division du Royaume de Porto Alegre de la police civile. Une fois que les enquêtes sont terminées, d&rsquo'éventuelles poursuites contre les personnes concernées, qui sont tenu pour être les responsables de la campagne publique menée après l&rsquo;assassinat d&rsquo;un camarade de l&rsquo;association « Mouvement Les paysans sans terre (MST) » à la ferme Southall à São Gabriel (Fronteira Oeste) le 21 août cette année. Nous répétons que ce n&rsquo;est pas seulement les documents relatifs à l&rsquo;accusation d&rsquo;infraction, de calomnie et de diffamation qui ont été saisis, mais aussi les différents fichiers et disques, documents politiques. Nous dénonçons également la menace de fermer le vermelhoenegro.org site. Camarades et sympathisants doivent noter pourquoi notre site Web a été fermé, ou plutôt censurés. l&rsquo;assassinat Eltom Brum da Silva membre des Paysans sans Terre, la lutte des idées, la propagande et l&rsquo;agitation produite par la FAG sur ces événements, tout cela a donné lieu à des accusations d&rsquo;infraction, de calomnie et de diffamation, A São Gabriel, dans le sud du pays, le paysan sans terre Brum été tué lâchement, tiré dans le dos d&rsquo;un fusil de calibre 12. mais il y a des preuves contradictoires quant à savoir qui est responsable de sa mort. Pourtant, il y a une preuve fondamentale et nous l&rsquo;avons fait savoir : en sachant qui est le propriétaire de l&rsquo;arme et ses intentions, n&rsquo;est-ce pas le gouvernement qui est responsable, ainsi que la police et les autres organismes d&rsquo;État? Au sommet de la hiérarchie sont les gouverneurs des États du Brésil, les chefs de la Police d&rsquo;État (civil et militaire), de sorte que le gouverneur de Rio Grande do Sul, Yeda Crusius, est directement responsable de toute action menée sous son commandement, comme ce serait le cas dans tout autre État au Brésil. Mais il y a d&rsquo;autres considérations importantes aussi : les politiques publiques mises en &oeil;uvre par les gouvernements relève également de la responsabilité de ceux qui les font les mettent en &oeil;uvre. Non seulement le cas de l&rsquo;assassina d&rsquo;un paysan sans terre en 2009, mais également les conséquences des politiques d&rsquo'éducation et de santé publique, de la criminalisation de la pauvreté dans les périphéries urbaines et dans les campagnes, ainsi que le contexte social sont les drapeaux légitime que les différents secteurs de la population organisée ont brandis en se soulevant contre ce gouvernement depuis des années. Il n&rsquo;y a pas de cas isolés, juste un durcissement dû à la criminalisation et la répression brutale de tous ces secteurs, tels que le Nous ne pouvons pas omettre de mentionner la persécution politique menée conjointement avec le Procureur d&rsquo;État contre le MST, une conspiration d&rsquo;État visant clairement à la criminalisée. Un autre facteur aggravant pour ce gouvernement sont les effets - à court, moyen et long terme - de ses dettes à la Banque mondiale. Par exemple la tentative de vendre la Pampa aux intérêts des producteurs de papier, la prévalence de l&rsquo;agro-industrie sur les exploitations familiales. Enfin, les néo-libérales ont annoncé publiquement leur plan stratégique pour Rio Grande do Sul. L&rsquo;agenda 2020 du programme est appliquée et ses objectifs sont de la responsabilité de tous ceux qui forment le gouvernement avec des fonctions politiques (1ère, 2ème et 3ème niveau) et principalement le gouverneur Yeda Crusius, qui défend naturellement son plan pour le gouvernement, ou plutôt pour des élites qui l&rsquo;a soutienne. N&rsquo;oublions pas le rôle des classes dirigeantes en tant que décideurs politiques et leur influence dans le jeu des intérêts qui caractérise le Rio Grande do Sul. Ils sont les intérêts des grands propriétaires fonciers et l&rsquo;agrobusiness et de sa chaîne destructrice, tels que l&rsquo;industrie du papier, le désert "vert",

l'exploitation des réserves d'eau, la tentative de criminaliser le MST, la fermeture des écoles itinérantes dans les camps, etc. Sont également en jeu sont les intérêts de ceux qui vivent en pillant systématiquement les gens, de la corruption institutionnalisée, des détournements de fonds par les banques, l'ordre ancien de ceux qui exploitent et méprisent les gens. Il y a d'innombrables dénonciations et preuves de corruption. Pourtant, il y a beaucoup de tentatives de discrédit et d'arrêter les syndicats, des différentes catégories de travailleurs et des mouvements sociaux. La politique de dépouiller les travailleurs de leurs droits, dont beaucoup ont été gagné grâce à de longues luttes au cours des cent dernières années, n'est pas la propriété exclusive du gouvernement Lula. Ici, à Rio Grande do Sul, Yeda Crusius a adopté et continue d'utiliser différents moyens pour réprimer et criminaliser les enseignants et leur syndicat (le CPER), ainsi que ses dirigeants. L'école publiques de l'État est devenue la base d'une autre entente commerciale entre le gouvernement et les organisations privées, mettant en place des fondements pédagogiques qui ne sont rien de plus que les égouts pour l'argent public avec leur logique de gestion et de leurs intérêts. Les conquêtes de décennies de lutte par les travailleurs de l'éducation sont attaquées par la politique éducative actuelle du gouvernement de l'État, auparavant personnifié par Mariza Abreu, ex-Secrétaire à l'Éducation. Le CPER-Sindicato conjointement avec d'autres syndicats dans l'État du secteur public organisée dans le Fórum dos Servidores (Forum public des travailleurs de ce secteur), en collaboration avec divers secteurs de la population, les syndicats et mouvements étudiants ont dénoncé ces politiques et leurs conséquences. Cette campagne, appelée «Yeda Out », à laquelle nous participons, défini le contexte qui a donné lieu à l'action en justice contre la FAG. Nous tenons à souligner la solidarité dont a immédiatement fait preuve des organisations, des syndicats, d'autres sources de médias, la commission des droits de l'homme du MST, le CPER-Sindicato en la personne de son président et vice-président qui est venu pendant l'opération de police. Nous tenons également à remercier les autres syndicats et leur offre de services par le biais de leurs départements juridiques. La solidarité est pour nous un principe et nous nous réjouissons de toutes les démonstrations de solidarité que nous avons reçu et continuerons certainement de recevoir de l'ensemble de nos estimés camarades, tels que la CGT-Espagne et de notre organisation sœur, la Federación Anarquista Uruguaya (FAU). Par les exemple de Sacco et Vanzetti, nous réaffirmons le caractère criminel de la classe dominante, de leurs élites dirigeantes, du système capitaliste. ceux-ci continuerons à se heurter à notre antagonisme, à nos luttes, nos principes et surtout notre droit à la liberté pour laquelle nous continuerons de lutter. Avec un objectif fermement fixé sur le libertaire horizon que nous essayons d'atteindre, avec la dignité de nos militants et la solidarité des classes opprimées, du peuple qui lutte et son désir de commencer le chemin vers une nouvelle société, dont le mot d'ordre est "pas un pas en arrière" ! Shen <http://www.vermelhoenegro.org/fag>